

**Convention de création du groupement d'intérêt scientifique
« Patrimoine en partage »**

Entre

Le Centre national de la recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège social est 3 rue Michel Ange, 75794 Paris Cedex 16, représenté par Monsieur Alain Schuhl, Directeur général délégué à la science

ci-après désigné le « CNRS »,

Et

L'Etat, représenté par le Ministère de la Culture, lequel est situé 182 rue Saint Honoré 75033 Paris Cedex 01, représenté par le Directeur général des patrimoines, Monsieur Jean-François Hébert,

Ci-après désigné le « MC »

Et

CY Cergy Paris Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 33 Boulevard du Port, 95000 Cergy, représentée par Monsieur François Germinet, son président,

Ci-après désignée « CYU »,

Et

L'Université d'Aix-Marseille, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est Jardin du Pharo, 58 bd Charles Livon, 13284 Marseille Cedex 07, représentée par Monsieur Eric Berton, son Président,

ci-après désignée « AMU »,

Et

L'Université de Toulouse III Paul Sabatier, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 118 route de Narbonne 31062 Toulouse, représentée par Monsieur Jean-Marc Broto, son Président,

ci-après désignée « Toulouse III »,

Et

L'Université d'Angers, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 40, rue de Rennes - BP 73532 49035 - Angers, représentée par Monsieur Christian Roblédo, son Président,

ci-après désignée « Université d'Angers »,

Et

CONVENTION DE CREATION DU GIS PATRIMOINE EN PARTAGE

Avignon Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 74 rue Louis Pasteur, 84 029 Avignon cedex 1, représentée par Monsieur Philippe Ellerkamp, son Président,

ci-après désignée « Avignon Université »,

Et

L'Université Perpignan Via Domitia, établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général, dont le siège est 52 avenue Paul Alduy 66860 Perpignan, représenté par Monsieur Xavier Py, son Président,

ci-après désigné "UPVD",

Et

L'Université de Picardie Jules Verne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est Chemin du Thil - CS 52501 - 80025 Amiens Cedex 1, représentée par Monsieur Mohammed BENLAHSEN, son Président,

ci-après désignée « Université de Picardie Jules Verne »,

Et

Université de Paris, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 85 boulevard Saint-Germain, 75006 Paris, représentée par Madame Christine Clerici, sa Présidente,

ci-après désignée « Université de Paris »,

Et

L'Université Toulouse Jean Jaurès, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 5, allée Antonio Machado 31058 Toulouse cedex 9, représentée par Madame GARNIER Emmanuelle, sa Présidente,

ci-après désignée « UT2J »,

Et

L'Université de Pau et des Pays de l'Adour, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est avenue de l'Université BP 576 - 64012 PAU Cedex, représentée par Monsieur Mohamed AMARA, son Président,

ci-après désignée « UPPA »,

Et

L'Institut de Recherche pour le Développement, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 44, boulevard de Dunkerque 13572 Marseille Cedex 02, représentée par Madame Valérie Verdier, sa Présidente-directrice générale

ci-après désignée « IRD »,

Et

L'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne dont le siège est EPFL PRES Centre Est CH-1015 Lausanne Suisse représenté par Monsieur Martin Vetterli, son Président,

ET

L'Université Paris Nanterre établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 200 avenue de la République, 92001 Nanterre, représentée par Monsieur Philippe GERVAIS-LAMBONY, son Président,

ci-après désignée « Paris X »,

ET

L'Université Paris-Saclay établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 3 rue Joliot Curie, Bâtiment Breguet 91190 Gif-sur-Yvette représenté par Madame Sylvie Retailleau, sa Présidente,
ci-après désignée « Paris Saclay »,

ET

L'Institut National du Patrimoine, Grande Ecole, établissement public, dont le siège est 2 rue Vivienne 75002 Paris représenté par Monsieur Charles Personnaz, son Directeur,

ci-après désignée « INP »,

ET

Les Archives Départementales de l'Aude, établissement public, dont le siège est 41 avenue Claude Bernard 11855 Carcassonne Cedex 9, représenté par Madame Hélène Sandragé, présidente du Conseil Départemental de l'Aude,

ET

La Fédération des écomusées et des musées de société, association, dont le siège social est 1, esplanade du J4 - CS 10351- 13213 MARSEILLE cedex 02 représentée par Madame Céline CHANAS, sa présidente

ci-après désignée « FEMS »,

ET

Le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM), dont le siège est 7 promenade Robert Laffont (esplanade du J4) 13002 Marseille représenté par Monsieur Jean François Chougnat, son président

ci-après désignée « MUCEM »,

ET

L'Ethnopôle : Groupement Audois de Recherche et Animation Ethnographique (GARAE) association loi 1901 créée en 1981, dont le siège est 53 rue de Verdun, 11000 CARCASSONNE, représenté par Madame Sylvie Sagnes, sa présidente

ci-après désignée « GARAE »,

ET

La Société d'Ethnologie Française (SEF), association régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège social est situé à la Maison de l'archéologie et de l'ethnologie - René-Ginouvès, 21 allée de l'Université, 92023 Nanterre Cedex, représentée par Madame Anne Monjaret, sa Présidente

ci-après désignée « SEF »,

ET

Ethnologues en herbe, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est 9 rue Saint-Bruno 75018 Paris, représenté par Monsieur Fabien Truong, son Président

ci-après désignée « Ethnologues en herbe »,

ET

Le Passe Muraille – Homme et Patrimoine, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est Résidence Le Jupiter, 161 rue de Saragosse, 34080 MONTPELLIER, représenté par son Président Monsieur Sébastien Rolland,

ci-après désignée « Le Passe Muraille »,

ET

Les Ateliers Varan, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est 6 impasse de Mont Louis 75011 Paris représentée par Madame Manon Blanfumet, son administratrice générale

ci-après désignée « Ateliers Varan »,

Ci-après désignés individuellement « Partie » et « Parties », conjointement,

Le CNRS, CYU et le ministère de la Culture agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°9022, « Héritages : Patrimoine/s, Culture/s, Création/s » ;

Le CNRS et Aix Marseille Université agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7307, « Institut d'Ethnologie Méditerranéenne, Europe et Comparative » (IDEMEC) ;

Avignon Université, Aix Marseille Université, et le CNRS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°8562 « Centre Norbert Elias » (CNE) (RSNR 199812890Z) ;

L'Université Toulouse III Paul Sabatier et l'Université Toulouse Jean Jaurès agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°827, « Laboratoire d'Etudes et Recherches Appliquées en Sciences Sociales » (LERASS) ;

Le CNRS et l'Université Toulouse Jean Jaurès agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de

- l'unité mixte de recherche n° 5193, « Laboratoire Interdisciplinaire, Solidarités, Sociétés, Territoires » (LISST) ;
- l'unité mixte de recherche n° 5136, « France, Amérique, Espagne, Sociétés, Pouvoirs, Acteurs » (FRAMESPA) ;

- l'unité mixte de recherche n° 5608, « Travaux et Recherches Archéologiques sur les Cultures, les Espaces et les Sociétés » (TRACES) ;

L'Université Toulouse Jean Jaurès agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de :

- l'unité de recherche « Cultures Anglo-Saxonnes » (CAS) ;
- l'unité de recherche « Patrimoine, Littérature, Histoire » (PLH) ;
- l'unité de recherche « Lettres, Langages et Arts – Création, Recherche, Émergence en Arts, Textes, Images, Spectacles » (LLA-CREATIS) ;
- l'unité de recherche « Centre d'Études Ibériques et Ibéro-Américaines » (CEIIBA) ;

L'Université d'Angers et le CNRS agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°9016 « Laboratoire Temps, Mondes et Sociétés » (TEMOS) ;

L'Université Perpignan Via Domitia agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°7397, « Centre de Recherche sur les Sociétés et les Environnements Méditerranéens » (CRESEM) ;

L'Université de Picardie - Jules Vernes agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n°4287 « Habiter le monde » ;

L'Université de Paris agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité propre de recherche n°4545 « CANTHEL » ;

L'Université de Pau et des Pays de l'Adour, agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de l'équipe d'accueil n° 3002 « Identités, Territoires, Expressions, Mobilités » (ITEM) ;

Le CNRS, l'Université de Picardie Jules Verne agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°7319 « Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique. Epistémologie et Sciences sociales » (CURAPP-ESS) ;

L'Institut de Recherche pour le Développement, agissant tant en leur nom propre qu'au nom et pour le compte de l'unité mixte de recherche n°208 « Patrimoines locaux, environnement et globalisation » (PALOC) ;

L'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte du Collège des Humanités ;

L'Université Paris-Saclay agissant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de de la Graduate School « Humanités et Sciences du Patrimoine » ;

L'Université Paris Nanterre agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte du labex « Les passés dans le présent »

L'Etat, représenté par le Ministère de la culture, agissant tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de la Direction générale des patrimoines

Considérant que les partenaires acceptent le projet intellectuel joint en annexe 1 de la présente convention, visant à définir le périmètre d'investigation et les questionnements communs, inscrits dans le champ du patrimoine,

CONVENTION DE CREATION DU GIS PATRIMOINE EN PARTAGE

Considérant que créer un environnement de collaboration durable entre des acteurs de la recherche et des professionnels du patrimoine favorise et augmente les échanges interdisciplinaires, contribuant ainsi à inspirer les travaux des uns et les pratiques des autres,

Considérant que susciter de meilleures synergies entre équipes de recherche et institutions patrimoniales permet une mutualisation et une coordination des moyens et des services de même qu'elle stimule les initiatives, encourageant notamment l'élaboration de réponses communes aux appels à projet,

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1 – Définition du GIS

1.1 Objet

Les Parties décident de créer le groupement d'intérêt scientifique intitulé « **Patrimoine en partage** », ci-après désigné le « GIS », dont l'objet est constitué des axes suivants :

Les missions du GIS Patrimoine en partage,

- 1) la **coordination** des structures existantes et la mise en œuvre des problématiques émergentes exprimées par une nouvelle génération de chercheurs
- 2) le **renouvellement des thématiques** de recherche en sciences humaines sur le patrimoine, enclenché depuis plusieurs années
- 3) la **création de nouveaux modes de collaboration** entre les établissements, les unités liées au CNRS et les réseaux d'équipes déjà existantes
- 4) la **diffusion** des informations et des connaissances pour une meilleure lisibilité des recherches

Des réalisations concrètes en matière de :

- 1) soutien aux manifestations scientifiques
- 2) accompagnement des nouvelles recherches et des jeunes chercheurs
- 3) référencement et de mise à disposition des ressources pour la communauté scientifique
- 4) développement des coopérations internationales

L'objet du GIS est détaillé en annexe 1 à la présente convention.

1.2 Forme

Le GIS ne peut en aucun cas constituer une autorité supérieure à celle des Parties.

Il ne constitue pas une structure opérationnelle de recherche ou de service au sens de la réglementation du CNRS.

Il n'a pas la personnalité morale.

L'affectio societatis est exclue par les Parties.

1.3 Composition du GIS

1.3.1 Membres du GIS

Le GIS est formé des Parties.

CONVENTION DE CREATION DU GIS PATRIMOINE EN PARTAGE

D'autres établissements peuvent devenir membres du GIS. Leur participation est soumise à une décision unanime préalable du comité directeur du GIS ci-après défini. Toute nouvelle participation fera l'objet d'un avenant à la présente convention, signé par le nouveau membre, d'une part, et par le CNRS, d'autre part, ce dernier étant mandaté par les autres Parties à cet effet. L'avenant formalisant la participation du nouveau membre est conforme au modèle figurant en annexe 2 à la présente convention.

L'activité du GIS est assurée par les structures de service et/ou de recherche dont la liste est jointe en annexe 3 à la présente convention. Cette liste peut être modifiée par avenant, sur proposition du comité directeur du GIS, dès lors que cette modification implique la participation au GIS d'un établissement doté de la personnalité juridique et assurant la (co-)tutelle desdites structures de service et/ou de recherche. Dans le cas contraire, cette liste est actualisée par décision du comité directeur du GIS.

1.3.2 Partenaires ponctuels

Des organismes publics ou privés, concernés ou intéressés par les questions traitées par le GIS, peuvent participer à des actions spécifiques qu'ils ont décidé de soutenir ou auxquelles ils auront décidé de participer. Les modalités de ce partenariat sont définies par des conventions particulières conclues avec ces organismes au nom du GIS par l'une des Parties, mandatée à cet effet par les autres Parties. Ces conventions sont conclues dans le respect des conditions fixées à l'article 3.1 de la présente convention.

Article 2 – Les instances du GIS

Les organes de fonctionnement du GIS sont les suivants :

- le comité directeur,
- le conseil scientifique,
- le directeur ou la directrice du GIS.

2.1 Le Comité Directeur

2.1.1 Composition

Il est créé un comité directeur du GIS, ci-après désigné le « Comité Directeur », réunissant un représentant de chacune des Parties, désigné par cette Partie selon ses règles propres.

Lors de sa première réunion, le Comité Directeur élit en son sein son.s.a président.e à la majorité simple des membres présents ou représentés, pour un mandat dont la durée équivaut à celle de la présente convention.

Le.la président.e, une fois élu.e, cesse de représenter la Partie qui l'a préalablement désigné.e et celle-ci désigne un autre représentant.

Un représentant de la Direction générale des patrimoines est invité permanent aux réunions du Comité Directeur.

Le.la directeur.trice du GIS et le.la président.e du conseil scientifique du GIS assistent aux réunions du Comité Directeur avec voix consultative.

Les fonctions des membres du Comité Directeur sont bénévoles.

2.1.2 Fonctionnement

Le Comité Directeur se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son.s.a président.e, qui peut également le réunir à la demande d'une des Parties ou du.de la directeur.trice du GIS.

En plus des réunions formelles prévues à l'alinéa ci-dessus, le.la président.e peut consulter les membres du Comité Directeur par tout moyen de télécommunication que celui-ci aura approuvé.

Il délibère à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés, sous réserve des décisions décrites aux articles 1.3.1, 3.2, 3.3, 8.2 et 8.3 de la présente convention.

Des personnalités extérieures peuvent être invitées à la demande du.de la président.e, du.de la directeur.trice du GIS ou de l'un des membres du Comité Directeur, selon l'ordre du jour, à participer aux réunions de celui-ci en qualité d'experts avec voix consultative.

L'ordre du jour de chaque réunion du Comité Directeur est établi par le.la directeur.trice du GIS après consultation des membres du Comité et diffusé au minimum quinze jours avant la date de la réunion.

Le.la directeur.trice du GIS établit le compte rendu de chaque réunion et l'adresse aux membres du Comité Directeur pour approbation avant diffusion.

2.1.3 Compétences

Le Comité Directeur a, notamment, pour fonctions de :

- décider des orientations du GIS, des projets à mener, de la réalisation d'opérations spécifiques ;
- discuter et approuver le programme annuel d'activités du GIS ;
- délibérer sur le budget prévisionnel du GIS et l'exécution du budget de celui-ci en fin d'exercice, en conformité avec les stipulations des articles 3.2 et 3.3 de la présente convention ;
- veiller à l'utilisation optimale des moyens attribués au GIS ;
- approuver la participation éventuelle de nouveaux établissements au GIS, en conformité avec les stipulations de l'article 1.3.1 de la présente convention ;
- proposer des modifications à apporter à la présente convention, celles-ci étant constatées par des avenants ;
- désigner le.la directeur/trice du GIS ainsi que le(s).la directeur(s)/trice(s) adjoint.e(s) du GIS autres que ceux dont le nom figure en annexe 5 à la présente convention ;
- désigner les membres du conseil scientifique du GIS ;
- examiner le rapport d'activités du GIS prévu à l'article 6 ci-après et l'avis du conseil scientifique sur celui-ci.

2.2 Le Conseil Scientifique

2.2.1 Composition

Il est créé un Conseil Scientifique du GIS, ci-après désigné le « Conseil Scientifique », qui se compose de vingt (20) personnalités scientifiques reconnues dans les diverses disciplines concernées par l'activité du GIS, ne relevant pas des Parties toutes désignées par le Comité Directeur sur proposition du.de la directeur.trice du GIS. Le Conseil Scientifique est composé pour moitié de personnalités étrangères.

Le mandat des membres Conseil Scientifique est de deux ans et demi et renouvelable une fois.

Le Conseil Scientifique élit en son sein, à la majorité simple, son.sa président.e pour la durée de la présente convention.

Le.La directeur.trice du GIS participe aux réunions du Conseil Scientifique avec voix consultative.

Les fonctions de membre du Conseil Scientifique sont bénévoles.

2.2.2 Fonctionnement

Le Conseil Scientifique se réunit au moins une fois (1) par an sur convocation de son/sa président.e ou du/de la directeur.trice du GIS.

2.2.3 Compétences

Le Conseil Scientifique est un organe consultatif garant de la pertinence et de la qualité scientifique des activités du GIS.

Le Conseil Scientifique fait des propositions d'actions, présente des recommandations sur les orientations scientifiques, étudie les programmes et les contrats à conclure et les modalités de leur réalisation, et examine les résultats obtenus.

Le Conseil Scientifique étudie et donne son avis au Comité Directeur sur le rapport d'activité scientifique et financier élaboré par le GIS, tel que précisé à l'article 6 ci-après.

2.3 Le Directeur / la Directrice du GIS

2.3.1 Désignation

Le/La premier/première directeur.trice du GIS est désigné.e d'un commun accord par les Parties, pour la durée de la présente convention, sauf démission.

Le/La directeur.trice du GIS peut être assisté.e d'un.e (ou plusieurs) directeur(s)/trice(s) adjoint.e(s). Le(s)/la premier(s)/première(s) directeur(s)/trice(s) adjoint.e(s) du GIS sont désigné.e(s) par les Parties pour la durée de la présente convention, sauf démission.

Leurs nominations figurent en annexe 5 à la présente convention. En cas de démission, son/sa remplaçant.e est nommé.e pour la durée du mandat restant à courir.

Par la suite, le directeur.trice du GIS et le(s)/la directeur(s)/trice(s) adjoint.e(s) du GIS sont désignés par décision unanime du Comité Directeur, après avis des Parties.

2.3.2 Compétences

Le/La directeur.trice du GIS assure la mise en œuvre des décisions du Comité Directeur et de l'utilisation des moyens attribués au GIS.

À cette fin, il/elle:

- coordonne l'activité des structures listées en annexe 3 pour la mise en œuvre de l'objet de la présente convention ;
- est responsable de la mise en œuvre des orientations définies par le Comité Directeur et de l'utilisation des moyens attribués au GIS ;
- prépare et présente au Comité Directeur, pour approbation, le budget prévisionnel du GIS ;
- propose au Comité Directeur la représentation du GIS au sein de toute instance nationale ou internationale ayant à traiter de questions relevant des domaines de compétence du GIS ;
- prend en charge l'organisation de manifestations, la diffusion d'informations, la mise en place des relations entre les Parties et avec les partenaires visés à l'article 1.3.2 de la présente convention ;
- rapporte au Comité Directeur l'avancement des travaux et les résultats obtenus au sein du GIS ;
- adresse aux Parties un rapport annuel des activités du GIS ;
- rédige le rapport d'activité scientifique et financier du GIS, tel que défini à l'article 6 ci-après, le présente au Conseil Scientifique et le transmet au Comité Directeur ;
- assure l'interface entre le Comité Directeur et le Conseil scientifique ;

CONVENTION DE CREATION DU GIS PATRIMOINE EN PARTAGE

- est responsable de la rédaction et de la diffusion des procès-verbaux des réunions du Comité Directeur et du Conseil scientifique ;
- prépare et présente le programme annuel d'activités du GIS au Comité Directeur.

Article 3 – Financement et gestion du GIS

3.1. Financement

Les ressources du GIS sont constituées par des moyens en nature (personnels, locaux, équipement, etc.) et par des moyens financiers que chacune des Parties attribue au GIS. La liste des moyens financiers apportés par les Parties figure en annexe 4 à la présente convention et peuvent être actualisés par décision du Comité Directeur, le cas échéant.

Des financements complémentaires peuvent être recherchés auprès de tiers. Les contrats ou conventions conclus à cet effet sont signés par l'établissement gestionnaire du GIS, mandaté à cet effet par les autres Parties, au nom et pour le compte de celles-ci.

3.2. Gestion

3.2.1. Moyens propres mis en œuvre directement par les Parties

Chaque Partie gère directement les moyens propres, humains ou matériels, qu'elle mobilise pour les besoins du GIS.

3.2.2 Moyens mis en commun

Les Parties attribuent au GIS, annuellement, des moyens financiers en vue de financer des dépenses ou actions communes à engager dans le cadre du GIS, sous réserve de l'exercice du droit de retrait prévu à l'article 8.1, et selon les modalités ci-après.

La gestion des moyens mis en commun par les Parties est confiée à l'Ethnopôle GARAE, désigné établissement gestionnaire à cet effet et mandataire commun aux Parties. Doté d'un PSC (projet scientifique et culturel) qui a pour colonne vertébrale l'anthropologie du patrimoine, cette association initie, accueille, gère des travaux individuels et des programmes collectifs, le plus souvent conduits en partenariat avec différents laboratoires de recherche. Tout à la fois inscrite dans les grands axes de développement de la discipline ethnologique et attentive aux interrogations locales portées par les collectivités et les institutions culturelles, sa démarche à double détente, qui lui vaut le label « Ethnopôle » attribué par le ministère de la Culture, situe ce partenaire au cœur du dialogue noué entre scientifiques et professionnels du patrimoine, qui se trouve au fondement du GIS.

Ce dernier agit en ce domaine pour le compte du GIS dans les limites de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses approuvé par le Comité Directeur, et s'engage à tenir une comptabilité analytique correspondante. Il présente un rapport annuel de gestion devant le Comité Directeur.

Les moyens listés en annexe 3 à la présente convention sont mentionnés nets de taxes, la TVA n'étant pas applicable.

Cette annexe peut être modifiée par décision du Comité Directeur.

3.3 Décisions budgétaires

Le budget prévisionnel et l'arrêté des comptes du GIS sont soumis à l'approbation unanime du Comité Directeur.

3.4 Domiciliation

La domiciliation administrative du GIS, pour la durée de la présente convention, est la suivante :

Ethnopôle Groupe audois de recherche et d'animation ethnographique (GARAE)
Maison des Mémoires
53 rue de Verdun
11000 CARCASSONNE

La domiciliation scientifique du GIS, pour la durée de la présente convention, est la suivante :

Héritages, UMR 9022 - CY Cergy Paris Université
33, boulevard du Port
95011 CERGY-PONTOISE cedex

La domiciliation du GIS, tant administrative que scientifique, peut-être modifiée par décision du Comité Directeur.

Article 4 – Communication d'informations, confidentialité, publications

Chacune des Parties s'engage à transmettre aux autres Parties les informations nécessaires à l'exécution de la présente convention dans la mesure où elle peut le faire librement au regard des engagements qu'elle a contractés avec des tiers.

Chacune des Parties s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers toute information communiquée par une autre Partie dans le cadre de l'exécution de la convention et s'engage à ce que les informations transmises :

- ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître et ne soient utilisées par ces derniers que pour l'exécution de l'objet de la présente convention ;
- ne soient ni divulguées, ni susceptibles de l'être, soit directement, soit indirectement aux tiers ou à toute personne autre que celles mentionnées à l'alinéa ci-dessus, sans le consentement préalable et écrit de la Partie propriétaire ;
- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la Partie de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit.

Les obligations définies ci-dessus ne s'appliquent pas aux informations qui :

- sont dans le domaine public ou qui y tombent autrement que par le fait de la Partie destinataire de l'information ;
- sont déjà en la possession de la Partie destinataire ou sont communiquées ultérieurement à celle-ci par des tiers non tenus au secret.

Ces obligations entrent en vigueur dès l'exécution du contrat et s'appliquent pour une durée de cinq (5) ans après sa date de fin, en prenant en compte les éventuelles prolongations dont il pourrait faire l'objet.

Il est expressément convenu que la divulgation par les Parties, entre elles, d'informations, au titre de la présente convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant, de manière expresse ou implicite, à la Partie qui les reçoit, un droit quelconque (au terme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les matières, les interventions ou les découvertes auxquelles se rapportent ces informations.

CONVENTION DE CREATION DU GIS PATRIMOINE EN PARTAGE

Les publications et communications des travaux accomplis dans le cadre de la présente convention font apparaître le nom du GIS et le lien avec les Parties concernées.

Pendant la durée du GIS et les deux (2) ans qui suivent, chaque Partie s'engage à soumettre ses éventuels projets de publication, issus des travaux du GIS, à l'accord des autres Parties. Si la Partie qui soumet ne reçoit pas une réponse dans les trente (30) jours après la réception du projet de publication ou de présentation, elle peut procéder à sa publication ou présentation.

Les dispositions du présent article ne peuvent faire obstacle à l'obligation qui incombe aux personnels impliqués dans les activités du GIS d'établir leur rapport annuel d'activités pour la Partie dont ils relèvent, cette communication à usage interne ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.

Article 5 – Propriété, protection et exploitation des résultats

On entend par « Résultats » toutes les connaissances issues des travaux menés dans le cadre du GIS et susceptibles ou non d'être protégées au titre de la propriété intellectuelle, y compris les bases de données, les logiciels, ainsi que le savoir-faire.

5.1 Connaissances non issues du GIS

Chacune des Parties conserve la propriété exclusive des résultats des travaux, du savoir-faire, des connaissances et des droits de propriété intellectuelle lui appartenant, développés ou acquis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou indépendamment de celle-ci.

Sous réserve des droits des tiers, chacune des Parties dispose d'un droit d'usage non exclusif, non transférable sur lesdits résultats, savoir-faire et connaissances visés au précédent alinéa et nécessaires à l'accomplissement de l'objet du GIS.

5.2 Résultats issus du GIS

Chaque Partie est propriétaire des Résultats obtenus par elle seule dans le cadre de la présente convention, qu'ils puissent ou non être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Cette Partie décide seule des mesures de valorisation et de protection à prendre, et les engage en son seul nom et à ses frais.

Les Résultats issus du GIS sont réputés être la copropriété à parts égales des Parties ayant participé à leur obtention.

Les Parties conviennent que les résultats issus du GIS ne sont pas susceptibles, en principe, de faire l'objet d'une protection par brevet ni d'une exploitation commerciale. Néanmoins, un règlement de copropriété est établi entre les Parties copropriétaires de résultats issus du GIS, par exception, en cas de projet d'exploitation effective. Ce règlement désigne, en particulier et conformément à la réglementation applicable, l'une des Parties pour assurer la maîtrise d'œuvre de la gestion des droits de propriété et des contrats d'exploitation, pour le compte commun, ci-après désigné le « Mandataire unique ». Le Mandataire unique est désigné en application des dispositions du décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche. Ses missions sont celles fixées par ce décret. ».

Les Parties copropriétaires de résultats issus du GIS s'engagent à les mettre à la disposition des autres Parties, qui peuvent les utiliser librement pour leurs besoins de recherche, à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

Article 6 – Evaluation

Tous les ans, le GIS présente un rapport d'activités scientifique et financier. Ce rapport, rédigé par le directeur.trice du GIS, est présenté au Conseil Scientifique pour information et avis, et transmis au Comité Directeur. Lors de la réunion du Comité Directeur suivant l'envoi du rapport, le Comité examine l'avis du Conseil Scientifique.

L'activité du GIS est évaluée régulièrement par les instances compétentes des Parties, selon les règles respectivement en vigueur au sein de ces organismes.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1^{er} septembre 2021, après signature par les Parties.

Elle peut être renouvelée ou prorogée.

Nonobstant l'échéance ou la résiliation de la présente convention, les stipulations des articles 4 et 5 resteront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

Article 8 – Retrait, exclusion, résiliation, litiges

8.1 Retrait

Une Partie peut se retirer du GIS à la fin de chaque exercice, avec un préavis de six (6) mois dûment notifié à l'établissement gestionnaire du GIS, qui en informe les autres Parties, par lettre recommandée avec avis de réception.

L'exercice de cette faculté de retrait par une Partie ne la dispense pas de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet dudit retrait.

Nonobstant ce retrait, les dispositions des articles 4 et 5 resteront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

8.2 Exclusion

Le Comité Directeur peut prononcer l'exclusion d'une des Parties en cas de manquement grave à l'une quelconque de ses obligations, après un préavis d'un mois notifié à cette Partie par lettre recommandée avec avis de réception précisant le motif d'exclusion. L'exclusion doit être votée à l'unanimité des membres présents ou représentés, la Partie concernée étant préalablement entendue et ne prenant pas part au vote.

Nonobstant l'exclusion, les dispositions des articles 4 et 5 resteront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

8.3 Résiliation

La résiliation peut aussi être décidée à l'unanimité des membres du Comité Directeur convoqués sur un ordre du jour précisant que la résiliation est demandée. Le contrat sera alors résilié par avenant signé par toutes les parties.

8.4 Litiges

La présente convention est régie par le droit français.

CONVENTION DE CREATION DU GIS PATRIMOINE EN PARTAGE

Pour toute difficulté susceptible de naître à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, les Parties s'efforcent de régler leur différend à l'amiable. Si ce différend persiste plus de six (6) mois, il est porté devant les juridictions compétentes de droit français.

Fait à XXX, le XX/XX/XXXX, en XX (XX) exemplaires originaux

ANNEXE 1

DESCRIPTIF SCIENTIFIQUE DE L'OBJET DU GIS

Le GIS Patrimoine en partage : les objectifs d'une nouvelle coordination de la recherche

La constitution du GIS *Patrimoines en partage* prend acte des échanges nourris que suscitent les questions de patrimoine depuis une vingtaine d'années. Initialement instaurés sous l'égide de la Mission du Patrimoine ethnologique (devenue Mission à l'ethnologie avant que ses compétences ne relèvent du DPRPS¹), et l'Ethnopôle GARAE, ce dialogue a très tôt impliqué chercheurs et professionnels du patrimoine, cela dans le cadre d'un programme de recherches (les monuments) et d'un appel d'offres (histoire locale) précurseurs. Avec la création du LAHIC en 2001, sous la double tutelle du Ministère de la culture et du CNRS, la réflexion conduite de concert et désormais intégrée à une anthropologie, ambitieuse, de l'instauration de la culture, s'est portée sur de nouveaux objets (archéologie, musée, patrimoine de l'immigration, PCI, métiers du patrimoine, etc.) en même temps que s'est élargi le cercle des contributeurs. Séminaires, journées d'études, colloques, projets de recherches, publications collectives, etc. ont très tôt fait apparaître tout le bénéfice à attendre du dialogue établi et de son extension à des approches disciplinaires aussi diverses que l'histoire, la géographie, le droit, les sciences de l'information et de la communication. De même a-t-on pu mesurer tout ce qu'apportent à l'intelligence de l'actualité du patrimoine les recherches conduites dans des pays tiers, tenants de traditions intellectuelles différentes. Forts de l'expérience acquise, les porteurs du projet du GIS entendent constituer un réseau représentatif de cette diversité d'expériences et de points de vue, afin de systématiser ces apports réciproques auxquels font habituellement obstacle les cloisonnements de natures diverses. En effet, dans ce domaine d'études comme dans d'autres, identités professionnelles, affiliations institutionnelles, rattachements disciplinaires, traditions nationales, découpages thématiques constituent des freins dont la recherche française, plus exposée à ces écueils que ne peuvent l'être ailleurs d'autres milieux scientifiques, doit prendre conscience afin de passer outre les impasses et contradictions que ces entraves induisent dans la production des connaissances scientifiques.

Le GIS *Patrimoines en partage* entend privilégier l'observation et l'analyse, au cœur du processus d'institution patrimoniale, de ce moment médian, celui de la transmission et du partage, qui succède à la phase inaugurale de mise à distance physique et symbolique du bien considéré et précède l'étape finale de sa jouissance individuelle et collective. Ce choix a pour premier mérite de pallier l'indifférence de l'anthropologie à l'égard de ce que les spécialistes et les gens de métiers ont les premiers désigné du terme « médiation », lequel est aujourd'hui passé dans le vocabulaire commun. Le parti-pris présente par ailleurs l'avantage d'une approche relativement globale de la question patrimoniale. Certes, d'aucuns pourraient nous opposer qu'il s'agit tout au contraire d'un resserrement de focale préjudiciable, mais ceux-là perdraient de vue la place, centrale, qu'occupe la médiation dans la « chaîne patrimoniale » et partant, sa capacité à nous confronter aux tenants comme aux aboutissants de la patrimonialisation.

Des médiations du patrimoine...

Désignant toutes sortes d'activités (visites guidées, conférences, expositions, ateliers, jeux, reconstitutions, expérimentations, spectacles, etc.), la médiation est aujourd'hui pratiquée partout (dans les monuments, les musées, les services d'archives, les bibliothèques, etc.), pour s'adresser à toutes sortes de publics (scolaires, clubs du 3^{ème} âge, familles, étrangers, érudits, handicapés, malades hospitalisés, détenus...). Participant fondamentalement de la vie du patrimoine, elle doit sans doute à cette trop grande évidence d'avoir longtemps échappé à l'attention de l'anthropologue, lequel en a volontiers abandonné l'observation et l'étude à d'autres spécialités (muséologie, SIC, histoire culturelle, sociologie des publics, sciences politiques, sciences du management). Les acquis des autres disciplines ne sauraient cependant dispenser l'anthropologie de tenter une problématisation nouvelle.

Celle-ci, mûrie au cours d'un programme accueilli au IIAC, UMR 8177 – Equipe LAHIC (EHESS, CNRS) et soutenu par le DPRPS, a bénéficié d'avancées récentes du côté des *Heritage studies*, que l'avènement de la catégorie de « patrimoine culturel immatériel » promue par l'Unesco a singulièrement stimulées. Ont ainsi été confirmées un certain nombre d'intuitions et d'hypothèses forgées ces vingt dernières années par les ethnologues sur tous les terrains que travaille la passion du passé (l'histoire locale, le monument, l'archéologie, le musée, les mémoires de l'immigration, les émotions patrimoniales). L'on doit

¹ Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique – Direction générale des patrimoines – Ministère de la culture.

à Daniel Fabre la caractérisation du présent du patrimoine que nous vivons², soit une définition servie à la fois par une grande connaissance de la littérature anthropologique et le souci de ne pas perdre de vue l'histoire longue dont ce moment est l'actuel aboutissement³. Il ressort de cette mise en perspective que le *patrimoine* se distingue de trois autres dispositifs de « mise en valeur » des biens d'exception au nombre desquels, aux côtés du *trésor* et de l'*art*, prend place le *monument*. S'inventant de concert avec la modernité occidentale, ce dispositif toujours plus élaboré, servi par des corps d'experts dédiés, a vu la doxa qui l'inspire, les savoirs et techniques qu'il mobilise, l'arsenal juridique qui l'encadre, s'imposer comme un modèle mondial, imprégnant profondément et pour longtemps, et aujourd'hui encore, les manières de satisfaire ici et ailleurs les désirs de pérennité. Or, le patrimoine s'oppose au monument en bien des points, sans pour autant s'y substituer. Il en résulte une situation contrastée, traversée d'une tension que la compréhension des médiations et de leurs enjeux commande d'avoir bien à l'esprit. Ainsi, alors que sous nos yeux se voient repoussées toujours plus loin les limites du patrimonialisable, le monument procède d'une onction beaucoup plus sélective, laquelle ne retient que les éléments capables d'incarner la nation. C'est que, « enfants de la modernité nationale », les monuments dérivent d'une forme politique particulière, à savoir l'État-nation, opérateur central de leur élection et de leur mise en valeur. Institués de la sorte, ils se veulent les amarres d'un attachement collectif au passé, ciment d'une identité commune, nationale. Dans le sillage de l'extension de la désignation patrimoniale aux confins du « tout patrimoine », il en va tout autrement. Celle-ci va de pair avec la revendication, par toute entité sociale (village, quartier, communauté immigrée, entreprise, association, institution, etc.), d'un droit à la patrimonialisation, aboutissant à un renversement de l'expertise et de l'autorité à désigner ce qui *fait* patrimoine ainsi qu'à une identification comme disséminée. La subjectivation ainsi à l'œuvre se réalise dans la fréquentation, l'usage au quotidien, la pratique, l'expérience, la performance, ce qui revient à dire que le patrimoine se vit, s'incarne alors que l'appropriation du monument ne se réalise bien que par l'entremise du grand récit de l'histoire nationale. Du monument au patrimoine, varie également le passé célébré. Sans chronologie, celui que convoque le patrimoine renvoie tout aussi bien à l'absolu d'une origine qu'à la présence troublante, émouvante, fascinante, jouissive du temps d'avant, voire même au temps présent que l'on s'efforce d'éterniser face au spectre de la perte. De ce passé sans date et ce présent pour le futur, le monument oppose un temps discipliné, celui linéaire et chronologique de l'histoire nationale, en ordre de marche vers le progrès, préfigurant le présent.

Cette clarification s'est avérée essentielle pour penser anthropologiquement la médiation et comprendre ce qui se joue dans les formes de transmission qu'elle recouvre. Et pour cause, quelque chose du choc des âges du monument et du patrimoine réside dans la définition même de la médiation, en ce sens que s'y retrouvent les contradictions que suppose la coexistence des deux dispositifs en question. Selon ses théoriciens, la médiation est l'action de servir d'intermédiaire entre un émetteur et un récepteur. Elle procède d'une double dynamique : d'un côté, elle « transforme les contenus véhiculés, [...] et modifie les perceptions [...] de ceux qui reçoivent les contenus médiatisés »⁴ ; de l'autre, « elle prend appui dans les gestes de réception qui sont sa destination »⁵. Elisabeth Caillet, qui a joué un rôle important dans l'introduction du terme et du concept en France, dit autrement ce double mouvement tandis qu'elle parle d'« une démarche vers (de) l'autre »⁶. La médiation se veut ainsi acte de « partage », impliquant les récepteurs dans l'échange et « la production finale de signification »⁷, excluant par conséquent « la lecture unique, la bonne lecture »⁸. Ainsi conçue, la médiation rompt avec le « modèle du déficit ». En médiation, il n'est plus question de combler le déficit de connaissances du public, mais de « trouver pour chacun ce qui [...] fait le sens » et de le laisser jouir de sa « liberté d'interprétation »⁹.

La médiation s'avère en fait l'héritière d'une longue histoire, enracinée dans la Révolution française et marquée par les mots d'ordre « indigènes » d'éducation populaire et de démocratisation culturelle. Durant les Trente Glorieuses, l'idéologie gaulliste marche résolument dans les pas des Révolutionnaires pour envisager la culture comme un moyen particulièrement efficace du rassemblement, de la cohésion, du vivre ensemble, voire du salut collectif. Pour preuve : la création du ministère des affaires culturelles en 1959. S'il n'use pas du terme « démocratisation », l'intention est néanmoins là, au sens où Malraux entend mettre les œuvres du passé à la disposition du plus grand nombre. Ce faisant, l'objectif est avant tout d'ordre géographique. Il s'agit d'abord de mailler le territoire d'équipements culturels de manière à offrir à chacun la possibilité d'un accès à la culture. Une démocratisation qui agirait au plan sociologique n'est pas, dans

² Fabre Daniel, « L'ordinaire, le familial, l'intime, loin du monument », in Voisenat Claudie & Hottin Christian (dir.), *Le Tournant patrimonial. Mutations contemporaines des métiers du patrimoine*, Paris, MSH, 2016 : 43-58.

³ Fabre Daniel, « La pérennité », *Par-delà le beau et le laid : enquêtes sur les valeurs de l'art*, in Nathalie Heinich, Jean-Marie Schaeffer, Carole Talon-Hugon (dir.), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014 : 83-103.

⁴ Montpetit Raymond, 2011, « Médiation », in André Desvallées & François Mairesse (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, Armand Colin, Paris : 218.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Caillet Elisabeth, 1994, « L'ambiguïté de la médiation culturelle : entre savoir et présence », *Publics et musées*, 6 : 60.

⁷ Montpetit, *op. cit.*

⁸ Caillet, *op. cit.* : 69.

⁹ *Ibidem*.

l'esprit de Malraux, une visée qui va de soi, parce qu'entachée des soupçons que lui inspirent les succès obtenus en la matière par les totalitarismes fascistes, nazis, communistes, etc.

Les années 1960 marquent un tournant dans cette histoire. Se voit alors contesté l'idéal de transmission et de partage, non dans son principe, mais dans son objet, à savoir la culture instituée, consacrée, des élites bourgeoises, et, corollairement, est affirmée, revendiquée l'égalité des « sous-cultures ». L'école et les institutions culturelles se voient accusés d'être à la solde de l'élite et de sa domination idéologique. Le ministère Malraux se trouve plus particulièrement dans le viseur de cette critique. Non seulement on lui reproche de privilégier toujours et encore les formes culturelles déjà reconnues par les institutions, et de maintenir ainsi un certain système de valeurs, mais on conteste aussi l'idée, kantienne avant d'être malrucienne, selon laquelle la seule présence de l'art suffit à assurer sa réception, rien d'autre n'étant nécessaire pour communier avec l'art que le choc provoqué, la rencontre. Refoulée par Malraux, la question des résistances sociologiques et des inégalités culturelles est portée sur la place publique, à l'appui des premiers travaux des sociologues (Bourdieu). Le modèle de transmission prévalant jusque là, supposant une propagation, de haut en bas, de la Culture, se voit opposé l'idée d'une « culture vivante » (Francis Jeanson), d'une culture nouvelle, populaire, prolétarienne qu'il s'agit de faire advenir, étant entendu que « chacun possède un potentiel qu'il convient de cultiver et d'exprimer »¹⁰. La culture se conçoit alors comme « une démarche de conscientisation de l'ensemble des citoyens », non comme une « évangélisation simpliste des non-publics »¹¹. La morale de la transmission culturelle en quelque façon se retourne. L'ambition de *démocratisation* culturelle se voit alors battue en brèche par l'idéal de *démocratie* culturelle, en même temps que la *culture*, au sens anthropologique du terme, acquiert ses lettres de noblesse, pour en remonter à la *Culture instituée*. Entre autres, l'écomuséologie qui fait de l'implication des acteurs locaux un principe cardinal illustre ce mouvement de bascule. Cela étant, l'écomusée, ainsi que les autres foyers de la contre-culture, résistent mal. Lieux d'agitation sociale, ou supposés tels, ils inquiètent les élus, lesquels n'hésitent pas à raboter les subventions en invoquant la crise économique, à faire droit à d'autres activités, sportives ou socio-éducatives, jugées moins subversives, ou à reprendre les choses en main, municipalisant ou départementalisant les structures. La disparition des animateurs de la scène culturelle est une autre des conséquences de cet élan brisé. Accoucheurs de la contre-culture sans pour autant renoncer à se faire passeurs de la culture instituée, ils s'exposent à une double peine en jouant ainsi sur les deux tableaux. Ce faisant, prétendre que l'élan des années 1960 et 1970 a été sans effet serait exagéré. Si l'arrivée de la gauche au pouvoir et de Lang au ministère ne marque pas de véritable rupture dans les politiques culturelles, elle prend néanmoins acte d'un certain nombre de revendications, ce qui se traduit notamment par l'extension du champ d'intervention du ministère à des productions et des disciplines jusque là considérées comme « mineures » et par l'invention de pratiques participatives, sur un mode événementiel et festif (fête de la musique, journée du patrimoine, fête du cinéma, etc.). Le bilan n'est pas beaucoup plus consolidé en ce qui regarde les progrès de la *démocratisation* culturelle. Comme le résume Olivier Donnat, à qui l'on doit les enquêtes sur les pratiques culturelles des Français, « les résultats d'enquête sont là pour rappeler que les inégalités d'accès aux équipements culturels ans n'ont pas connu de réduction significative, [...] : d'une part, les catégories de population faiblement diplômées [...] continuent à accorder une place très limitée aux activités artistiques dans leur temps de loisirs et à fréquenter rarement les équipements culturels ; d'autre part, les réticences l'égard de la création contemporaine demeurent très fortes à l'échelle de la population française, [...]. En mot, le constat concernant les publics, quel qu'en soient les nuances, est clair : si la fréquentation des équipements culturels a légèrement progressé depuis le début des années 1970, c'est essentiellement du fait de l'augmentation des effectifs des catégories de population les plus investies dans la culture [...] et non d'un "rattrapage" des catégories les moins pratiquantes »¹².

La médiation vient alors prendre le relais. Sa conceptualisation dans les années 1990 tente en fait de concilier les deux manières d'entendre l'action culturelle (« vers (de) l'autre ») : « [elle] [met] en œuvre, pour servir un projet de démocratisation culturelle, des savoir-faire qui relèvent en partie de la démocratie culturelle. La médiation [...] ne travaille pas dans la résolution, impossible, de ces contradictions, mais dans la tension durable qui les unit. C'est une "oscillation permanente" [...] entre deux états, deux exigences »¹³. Ainsi les objectifs que se fixe la médiation, prise entre les impératifs de démocratisation et de démocratie culturelles, esquissent-ils les linéaments de la coexistence de « nos » deux modèles, en particulier l'approche descendante (ou *top-down*) qui prévaut dans le régime monumental et le mode ascendant (ou *bottom-up*) qui est la norme en régime patrimonial.

¹⁰ Rasse Paul, 2000, « La médiation, entre idéal théorique et application pratique », *Recherches en communication*, n°13: 67.

¹¹ Serge Chaumier, 2007, « Le public, acteur de la production d'exposition ? Un modèle écartelé entre enthousiasme et réticences », *La place des publics. De l'usage des études de recherches par les musées*, (sous la direction de Jacqueline Eidelman, Mélanie Roustan, Bernadette Goldstein), Paris, La Documentation française : 242.

¹² Donnat Olivier, 2003, « La question de la démocratisation dans la politique culturelle française », *Modern & Contemporary France*, Vol 11, n° 1 : 9-20.

¹³ Bordeaux Marie-Christine, 2008, « La médiation culturelle en France, conditions d'émergence, enjeux politiques et théoriques », *Culture pour tous*, Actes du Colloque international sur la médiation culturelle, Montréal, http://www.culturepourtous.ca/forum/2008/PDF/11_Bordeaux.pdf : 8.

CONVENTION DE CREATION DU GIS PATRIMOINE EN PARTAGE

Le phénomène se vérifie aussi bien à l'échelle des situations circonscrites de médiation (une visite guidée, un atelier de confection de coiffes bretonnes, l'utilisation d'une mallette pédagogique, etc.), que plus largement à l'échelle des mondes de la médiation, la médiation apparaissant tout aussi consubstantielle du dispositif patrimonial¹⁴ que partie prenante du dispositif monumental. Elle donne en effet tous les signes d'une parfaite adéquation à l'ordre patrimonial, à considérer, outre son ambition, à savoir faciliter l'appropriation, et plus l'identification, la subjectivation, les moyens qu'elle se donne pour parvenir à ses fins. Usant du « faire vivre » sous toutes ses formes (immersion, expérimentation, jeu, recreation, théâtre, etc.), elle élève l'expérience au rang de maître-mot. Et tout autant qu'elle s'adresse à tous, elle peut relever de l'initiative de tout un chacun, ce que confirme la démultiplication de l'offre de médiation aux limites des cadres institutionnels du patrimoine, telles les visites de quartiers, de ville, ou de pays proposées par les *Greeters* qui aujourd'hui en France forment une cinquantaine d'associations. Ce faisant, et quoiqu'instrument privilégié de l'avènement de l'hyper-modernité patrimoniale, la médiation trouve également ses marques au cœur du dispositif monumental. Pour preuve, elle n'est pas réservée aux seuls « nouveaux » patrimoines. Monuments, œuvres d'arts, livres, archives, vestiges archéologiques, etc. en bénéficient tout autant. De même, le principe d'une appréhension expérientielle n'exclut pas le recours à des modalités plus classiques, faisant droit au récit et aux savoirs, comme le suggère la « survivance » du guidage. Ce faisant, sans doute est-ce la professionnalisation grandissante dont fait l'objet la médiation et dont témoignent tout à la fois l'apparition, dans les années 1990, de nouveaux profils de poste et l'offre pléthorique de formation, qui fournit l'indice le plus évident de la collusion des mondes de la médiation et du monument. Car en vertu de son statut de « sachant », le médiateur de métier, à l'instar de tout expert, interprète sa partition d'« en haut », de cette hauteur dont résulte le monument.

Aussi, quelle que soit l'échelle considérée (une situation de médiation en particulier, ou la médiation comme espace social), à la faveur des mouvements de sens inverses auxquels elle se voit soumise (« vers (de) l'autre »), la médiation est susceptible d'agir les représentations du patrimoine, de les retenir ou de les exclure, de les mêler, de les travailler, de les modeler, voire d'en produire de nouvelles. Comment donc opèrent ces tensions ? À quelles combinaisons, négociations donnent-elles lieu ?

... aux patrimoines en partage

Laboratoire de la patrimonialité, la médiation constitue un observatoire idéal. Issues du dialogue en cours entre les premiers partenaires pressentis du GIS (Ethnopôle GARAE, IIAC-Lahic, IDEMEC, UT2J, UMPV), les actions de préfigurations (journées d'études, séminaires, colloques) conduites depuis octobre 2017, l'ont investi en faisant le pari d'approches décentrées. De manière certes on ne peut plus attendue, ont été privilégiées ces entrées convenues que sont les acteurs, les modalités et les effets de la médiation. La démarche ne s'est pas moins accompagnée de pas de côté, symptomatiques d'un élargissement de perspective. Abordant le terme non plus dans l'acception stricte que peuvent lui donner, dans le sillage des SIC, les établissements culturels, les milieux de la formation professionnelle ou encore les cadres d'emploi de la fonction publique territoriale, l'on s'est employé à entendre la médiation de manière générique, afin de n'exclure aucune des situations où le patrimoine est donné en partage. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial forme à cet égard un parfait exemple : désigner à l'attention de l'humanité entière et offrir à sa jouissance un bien, quel qu'il soit, ne s'apparente-t-il pas en effet une manière de « super-médiation » ? Sur cette lancée, le GIS se propose de couvrir le champ d'investigation ainsi défini et d'ouvrir ainsi dans le champ des *heritage studies* des voies encore inexplorées.

L'ambition du GIS est de faire de l'angle d'approche qu'offrent les patrimoines en partage, un dénominateur commun pour tous les partenaires. Le GIS se veut ainsi un lieu de convergence, où penser autrement et ensemble, des thématiques apparentant nos différents terrains. Les travaux portés par le GIS auront par conséquent le souci d'une certaine transversalité. L'enjeu du dialogue à établir sera de faire émerger ces problématisations nouvelles, telles celles présentées ci-dessus, mais aussi d'offrir une tribune au traitement qu'elles requièrent, sous les formes diverses qu'appelle l'avancement des recherches concernées : séminaires, journées d'études, colloques, réponses à des appels d'offres (notamment ceux du 9^{ème} programme cadre 2021-27 *Horizon Europe* et du JPI – CH ou *Joint Programming Initiative in Cultural Heritage*).

¹⁴ Sylvie Sagnes, 2019, « Au miroir de la médiation : le présent du patrimoine », in Jean-Louis Tornatore (dir.), *Le patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques*, MSH, Coll « Ethnologie de la France et des mondes contemporains, Paris : 69-90.

ANNEXE 2

MODELE D'AVENANT A LA PRESENTE CONVENTION PORTANT ADHESION AU GIS

**Avenant n°XXX à la
convention de création du groupement d'intérêt scientifique
« Patrimoine en partage »**

ENTRE

L'Ethnopôle : Groupement Audois de Recherche et Animation Ethnographique, association loi 1901 créée en 1981, dont le siège est 53 rue de Verdun, 11000 CARCASSONNE, représenté par Madame Sylvie Sagnes, sa présidente

ci-après désignée « GARAE »,

ET

XXX (*dénomination sociale*), (*statut*), dont le siège est situé XXX (*adresse du siège social*), représenté par XXX (*prénom et nom du représentant habilité*),

ci-après désignée « XXX »,

ci-après désignés la « Partie », individuellement, ou les « Parties », conjointement,

Vu la convention de création du groupement d'intérêt scientifique « Patrimoine en partage » conclue le XX/XX/XXXX, ci-après désignée la « Convention », et, notamment, les stipulations de son article 1.3.1, en vertu desquelles les parties à la Convention donnent mandat au CNRS aux fins de conclure tout avenant à celle-ci portant adhésion d'un établissement audit groupement d'intérêt scientifique (GIS) ;

Vu le procès-verbal du comité directeur du GIS réuni le XX/XX/XX, approuvant à l'unanimité l'adhésion de XXX au GIS;

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article I - Objet

Le présent avenant vise à formaliser l'adhésion de XXX au GIS Patrimoine en partage.

XXX déclare expressément adhérer aux stipulations de la Convention.

La contribution financière annuelle de XXX au GIS, pour la durée restante de la présente convention à compter de son adhésion, s'élève à XXX.

Article II – Prise d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du premier jour du mois suivant l'approbation, par le comité directeur du GIS, de l'adhésion de XXX.

Article III – Divers

Les stipulations de la Convention non modifiées par le présent avenant demeurent applicables et de plein effet.

CONVENTION DE CREATION DU GIS PATRIMOINE EN PARTAGE

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à XXX, le XX/XX/XXXX

Pour XXX :

Monsieur/Madame XXX
(Titre)

Pour l'Ethnopôle GARAE :

Monsieur/Madame
(Titre)

**LISTE DES STRUCTURES DE SERVICE ET/OU DE RECHERCHE
PARTICIPANT AUX ACTIVITES DU GIS**

- **IDEMEC** « Institut d’Ethnologie Méditerranéenne, Europe et Comparative », UMR7307 (CNRS, Aix Marseille Université)
- **CNE** « Centre Norbert Elias », UMR8562 (CNRS, Avignon Université, Aix Marseille Université)
- **CURAPP-ESS** « Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique. Epistémologie et Sciences sociales », UMR7319 (CNRS, Université Picardie Jules Verne)
- **PALOC** « Patrimoines locaux, environnement et globalisation », UMR208 (IRD, Muséum National d’Histoire Naturelle)
- **TEMOS** « Laboratoire Temps, Mondes et Sociétés », UMR9016 (CNRS, Université d’Angers, Université de Bretagne Sud, Université du Mans)
- **HERITAGES** « Héritages : Patrimoine/s, cultures/s, création/s » UMR 9022 (CNRS, CYU, MC)
- **LERASS** « Laboratoire d’Etudes et Recherches Appliquées en Sciences Sociales » EA827, (Université de Toulouse Paul Sabatier)
- **CRESEM** « Centre de Recherche sur les Sociétés et les Environnements Méditerranéens » EA7397 (Université de Perpignan Via Domitia)
- « **Habiter le monde** » EA4287 (Université de Picardie)
- **CANTHEL** « Centre d’anthropologie culturelle », UPR 4545 (Université de Paris)
- **ITEM** « Identités, Territoires, Expressions, Mobilités », EA3002 (Université de Pau et des pays de l’Adour)
- **LISST** « Laboratoire Interdisciplinaire, Solidarités, Sociétés, Territoires » UMR5193 (CNRS et l’Université Toulouse Jean Jaurès)
- **FRAMESPA** « France, Amérique, Espagne, Sociétés, Pouvoirs, Acteurs » UMR5136 (CNRS et Université Toulouse Jean Jaurès)
- **TRACES** « Travaux et Recherches Archéologiques sur les Cultures, les Espaces et les Sociétés », UMR 5608 (CNRS, Université Toulouse Jean Jaurès, Ministère de la Culture)
- **CAS** « Cultures Anglo-Saxonnes » Unité de Recherche (Université Toulouse Jean Jaurès)
- **PLH** « Patrimoine, Littérature, Histoire » Unité de Recherche (Université Toulouse Jean Jaurès)
- **LLA-CREATIS** « Lettres, Langages et Arts – Création, Recherche, Émergence en Arts, Textes, Images, Spectacles » Unité de Recherche (Université Toulouse Jean Jaurès)
- **CEIIBA** « Centre d’Études Ibériques et Ibéro-Américaines » Unité de Recherche (Université Toulouse Jean Jaurès)
- **Collège des humanités**, Ecole polytechnique de Lausanne

MOYENS ATTRIBUES PAR LES PARTIES

Les moyens financiers attribués annuellement au GIS par les Parties sont, pour la durée de la présente convention, les suivants :

1. Moyens financiers (montant annuel net de taxes, la TVA n'étant pas applicable) :

- CNRS : 10 000 €
- Etat (Ministère de la Culture) : 10 000 €
- AMU : 0 €
- L'Université de Cergy Pontoise : 7 000 €
- Toulouse III : 300 €
- Université d'Angers : 400 €
- Avignon Université : 500 € (au titre de l'année 2022)
- Université Perpignan : €
- Université Picardie Jules Verne : 500 €
- Université de Paris : 200 €
- UT2J : 2 000 €
- UPPA : €
- IRD : 200 €
- EPFL : €
- Paris X : €
- Paris Saclay : €
- INP : 1 000 €
- Archives départementales de l'Aude : €
- FEMS : €
- MUCEM : 500 €
- GARAE : 15 000 €
- SEF : 100 €
- Ethnologie en herbes : €
- Le Passe Muraille : 100 €
- Les Ateliers Varan : €

ANNEXE 5
NOMINATIONS

La direction du GIS, pour la durée de la présente convention, est assurée par Madame Sylvie Sagnes.

La direction adjointe du GIS, pour la durée de la présente convention, est assurée par Patrick Fraysse.